

IDF EXPERTISE



CONSEIL



SOLIDARITES

Association loi 1901

*Siège social :
50 rue Klock
92110 CLICHY*

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007**

Rapport Général du Commissaire aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association SOLIDARITES, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note VI exposée dans l'annexe indiquant un changement de méthode pour l'évaluation des disponibilités et de la présentation des fonds dédiés et du résultat de change sur dépenses programmes dans les comptes au 31 décembre 2007.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous nous sommes assurés du bien-fondé des changements de méthodes comptables mentionnés ci-dessus et de la présentation qui en a été faite ;
- Votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie VII – FONDS DEDIES – de l'annexe présente les mouvements intervenus sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés, sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice ;
- Comme présenté au paragraphe de l'annexe intitulé « provision pour risques et charges », votre Association constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions et dépréciations s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations ;
- La note XV de l'annexe expose les modalités d'élaboration retenues pour établir le compte d'emploi annuel des ressources prévu à l'article 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991. Nous nous sommes enfin assurés de la correcte mise en œuvre de ces modalités pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

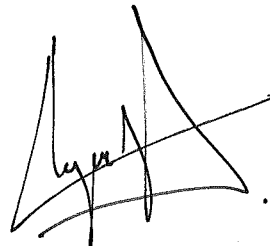
3 Vérifications et informations spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait au Chesnay, le 30 mai 2008

IDF Expertise et Conseil
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles



Eric Chapus

		Valeur au 31 / 12 / 2007			31/12/2006
ACTIF		Valeur brute	Amortissement & provision	Valeur nette	Valeur nette
ACTIF IMMOBILISE	<i>Immobilisations incorporelles</i>	133 805	88 672	45 132	21 748
	Frais d'établissement				
	Logiciels	133 805	88 672	45 132	21 748
	Autres				
	<i>Immobilisations corporelles</i>	591 439	364 200	227 240	82 550
	Terrains				
	Constructions				
	Agencements installations	167 066	6 835	160 232	10 364
	Equipements techniques	2 491	2 491		
	Matériel et mobilier	230 607	169 188	61 419	21 040
	Matériel de transport	191 275	185 686	5 589	1 146
	Autres				
	En cours				
	<i>Immobilisations financières</i>	124 687	0	124 687	62 420
	Participations	34 624		34 624	
	Prêts	525		525	
	Intérêts courus non échus				
	Dépôts et cautionnements	89 538		89 538	62 420
	<i>Total actif immobilisé</i>	849 931	462 872	397 059	116 718
ACTIF CIRCULANT	<i>Stocks et en cours</i>	75 475	0	75 475	51 741
	Matières premières				
	Approvisionnements	75 475		75 475	51 741
	En cours de production de biens ou de services				
	Marchandises				
	<i>Fournisseurs débiteurs Immobilisations</i>				
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations				
	<i>Créances et comptes rattachés</i>	16 754 986	9 533	16 745 452	9 054 020
	Bailleurs - débiteurs divers	16 669 688	9 533	16 660 154	8 975 121
	Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	72 797		72 797	68 958
	Fournisseurs débiteurs	1 365		1 365	8 740
	Fournisseurs RRR et autres avoirs			0	0
	Autres débiteurs	11 137		11 137	1 200
	<i>Disponibilités</i>	4 547 012	0	4 547 012	1 772 636
	Placements : valeurs mobilières et autres	1 998		1 998	1 998
	Disponibilités	4 545 015		4 545 015	1 770 638
	Virements internes				
Placements					
Intérêts courus non échus					
COMPTES ET REGULARISATION	Charges constatées d'avance	174 342		174 342	101 193
	Etat-Produit à recevoir			0	0
	Autres Produits à recevoir			0	0
	Autres comptes à régulariser			0	0
	Différences de conversion Actif	346 819		346 819	71 158
	<i>Total actif circulant et assimilés</i>	521 161	0	521 161	172 350
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Primes remboursement obligations				
Intérêts d'emprunt à étaler					
<i>Total de l'actif</i>	22 748 566	462 405	22 286 161	11 167 465	

	PASSIF	31/12/2007	31/12/2006	
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	FONDS ASSOCIATIFS			
	FONDS PROPRES (fonds associatifs sans droit de reprise)	1 016 898	844 562	
	Valeur du patrimoine Intégré			
	Fonds statutaires			
	Apports sans droit de reprise			
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			
	Écarts de réévaluation			
	Sur biens sans droit de reprise			
	Sur biens avec droit de reprise			
	Report à nouveau	833 446	430 619	
	Résultat	172 336	402 826	
	Réserves			
	Indisponibles			
	Statutaires ou contractuelles			
	Réglementées			
	Autre(dont projet associatif)	11 117	11117	
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (fonds associatifs avec droit de reprise)	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (fonds associatifs avec droit de reprise)			
	Apports avec droit de reprise			
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition			
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
	Droit des propriétaires (commodat)			
	TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES			
	PROVISIONS	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	916 774	547 625
		Pour risques et charges	293 676	276 367
		Pour risques de change	23 098	71 158
FONDS DEDIES	FONDS DEDIES	18 210 280	8 597 925	
	Sur subventions de fonctionnement	18 210 280	8 597 925	
	Sur dons manuels affectés			
	Sur autre ressources			
DETTES	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES D'INVESTISSEMENT			
	Capital emprunté			
	Intérêts courus non échus			
	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES DE TRESORERIE	1 967	137 933	
	Banques	1 967	137 933	
	Capital emprunté			
	Intérêts courus non échus			
	AUTRES DETTES	2 417 019	1 222 942	
	Avances reçues et Bailleurs créditeurs	394 532	58 431	
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 419 198	667 536	
Dettes relatives au personnel	603 290	451 216		
Dettes Immobilisations et comptes rattachés				
Dépôts usagers				
Autres dettes - Programmes à réaliser		45 759		
COMPTES DE REGULARISATION	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
	TOTAL DETTES ET ASSIMILES	523 222	16 578	
	Différence de conversion Passif	323 222	16 578	
	ENGAGEMENTS RECUS			
	Legs nets à réaliser			
Accépés par les oranes statutairement compétents				
Autorisés par l'organes de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
	TOTAL DU PASSIF	22 286 161	11 167 465	

CHARGES INTITULES		31/12/2007	31/12/2006	PRODUITS INTITULES		31/12/2007	31/12/2006
COUTS DE PERSONNEL				PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE (avec détail des rubriques spécifiques)			
Appointements bruts	6 002 459	4 523 957	Cotisations	2 073	1 083		
Indemnités diverses insertion professionnelle	2 778	18 201	Dons	3 860 377	2 707 605		
Charges sociales	1 250 799	818 636	Legs et donations	25 506			
Charges fiscales & assimilées	161 751	120 167	Ventes diverses (calendriers autres...)		3 278		
Indemn. journalières. Formation continue			Subventions de fonctionnement	33 784 419	21 743 407		
Autre coûts	1 828 814	1 635 186	Produits liés à des financements réglementaires				
TOTAL COUTS DE PERSONNEL	9 246 601	7 118 147	Ventes de dons en nature				
Variation de stock de matières consommables	-23 735	-17 396	TOTAL PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE	37 672 376	24 455 372		
Alimentation			Prestations aux usagers				
Combustibles & énergie	208 914	84 380	Prestations aux tiers				
Carburant & fournitures garage	783 415	680 336	Production d'immobilisations				
Fournitures & Etudes pour Evénementiel / Campagne Collective	1 345 401	678 207	Produits d'activité annexe Terrain	2 624	350		
Fournitures atelier entretien	776 838	550 522	Subvention d'exploitation	8 451	6 328		
Fournitures administratives	242 493	220 815	Reprises sur provisions	101 933	88 821		
Fourniture d'équipement durable Bailleurs	1 692 477	1 080 336	Reprises sur amortissements	1 320			
Fournitures vie sociale			Transferts de charges	12 068	11 299		
CONSOMMATIONS	5 025 804	3 277 200	Autres produits	541	3 731		
Sous-traitance							
Crédit-ball	6 600	6 034					
Locations & charges locatives	2 586 033	2 036 612					
Entretien & réparations extérieurs							
Contrats d'entretien							
Entretien & réparation matériel de transport & divers	363 828	231 759					
Primes d'assurances	67 040	61 148					
Etudes, cotisations, documentations	14 864	13 622					
Personnel extérieur							
Honoraires et divers	310 256	228 769					
Information, publicité	103 789	106 894					
Transports	455 893	348 663					
Déplacements, missions, réceptions	1 717 174	1 552 232					
Frais PTT	1 392 356	943 702					
Service bancaires	161 800	156 503					
Divers	10 322	3 146					
Autres Impôts	193 366	118 853					
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	7 383 321	5 807 938					
Aides: achats - Assurances	5 565 185	5 556 655					
Quote-part des services gérés en commun							
Subventions Internes de fonctionnement							
Dépenses inéligibles	4 022	-3 506					
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :							
Sur Immobilisations : dotations aux amortissements	52 479	75 416					
Sur Immobilisations : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions	119 242	136 478					
Pertes sur créances irrécouvrables							
Autres charges de gestion courante divers	1 454	1 027					
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	5 742 383	5 803 628	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	126 937	110 537		
Engagements à réaliser sur ressources affectées	17 233 946	8 197 568	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	7 298 369	6 220 323		
TOTAL CHARGES COURANTES NON FINANCIERES	44 632 055	30 202 481	TOTAL PRODUITS COURANTES NON FINANCIERES	45 097 681	30 786 232		
RESULTAT COURANT NON FINANCIER NEGATIF			RESULTAT COURANT NON FINANCIER POSITIF	465 626	583 752		
Charges financières :			Produits financiers :				
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	23 099	66 988	De participation				
Intérêts et charges assimilées	40 185	50 955	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	6 579	60		
Différences négatives de change	472 223	166 048	Autres intérêts et produits assimilés	1 722	1 589		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	71 158			
Autres charges financières			Différences positives de change	206 898	170 272		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	535 507	283 991	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	286 357	171 921		
RESULTAT FINANCIER NEGATIF (CHARGES > PRODUITS)	-249 150	-112 070	RESULTAT FINANCIER POSITIF (PRODUITS > CHARGES)				
RESULTAT COURANT NEGATIF			RESULTAT COURANT POSITIF	216 476	471 682		
Charges exceptionnelles :			Produits exceptionnels :				
Créances irrécouvrables			Reprise sur provisions pour créances douteuses				
charges sur exercices antérieurs	1 297	68 226	Produits sur exercices antérieurs		20 352		
Autre charges exceptionnelles	76 215	48 640	Autres produits exceptionnels	33 370	24 363		
Pénalités - amendes fiscales et sociales			Produits de cession des immobilisations		3 295		
Dotations excep; amortissements et provisions							
Dotations fonds de trésorerie							
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	77 512	116 866	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	33 370	48 010		
RESULTAT EXCEPTIONNEL NEGATIF (CHARGES > PRODUITS)	-44 142	-68 856	RESULTAT EXCEPTIONNEL POSITIF (PRODUITS > CHARGES)				
TOTAL DES CHARGES	45 245 074	30 603 330	TOTAL DES PRODUITS	45 417 408	31 006 163		
Excédent de fonctionnement	172 336	402 826	Déficit de fonctionnement				
TOTAUX	45 417 409	31 006 163	TOTAUX	45 417 408	31 006 163		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature	9 352 936	5 590 279	Bénévolet				
Mise à disposition gratuite de biens et services			Dons en nature	9 352 936	5 590 279		
Personnel bénévole			Prestations en nature				
TOTAL DES CHARGES	64 770 344	36 596 442	TOTAL DES PRODUITS	64 770 344	36 596 442		

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Certains changements de comptabilisation sont à noter sur l'année 2007. Ils sont présentés au paragraphe VI de la présente annexe.

II - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur supérieure à 500 euros sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont constituées majoritairement d'achats de véhicules, de radios et de matériel informatique destinés aux actions humanitaires.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis et de licences

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur localisation et de leur nature suivant le tableau ci-après:

<i>Localisation du bien</i>	<i>Nature du bien</i>	<i>Durée d'amortissement</i>	<i>Mode d'amortissement</i>
Siège	Logiciel standard	1 an	Exceptionnel
Siège	Adaptations logicielles	3 ans	Linéaire
Siège	Matériel de bureau et informatique fixe	4 ans	Linéaire
Siège	Matériel informatique portable	3 ans	Linéaire
Siège	Agencements	10 ans	Linéaire
Terrains	Matériel de bureau et informatique	1 an	Linéaire
Terrains	Matériel de transport	1 an ou 2 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de Télécommunications	1 an	Linéaire

** Les véhicules du Sri Lanka et Indonésie sont amortis sur 2 ans*

Les immobilisations acquises sur le terrain sont amorties sur un an, exception faite du matériel de transport au Sri Lanka et en Indonésie qui est amorti sur deux ans, et ce pour refléter à la fois l'usure inhabituelle due aux conditions d'utilisation ainsi que les risques de détérioration, vol, pannes plus élevés qu'au siège. Cette disposition est en vigueur depuis l'exercice 1997.

L'objectif de cette règle est de mieux refléter la valeur moyenne de nos actifs immobilisés.

A compter de l'exercice 2007, et suite au déménagement réalisé, les agencements du siège de l'association sont amortis sur une durée de 10 ans.

III - STOCKS

Les stocks sont constitués de :

- 1 - Fournitures Consommables liées à l'activité de la communication et de la collecte. Ils sont évalués selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti)
- 2 – Matériel informatique acheté en lot et envoyé sur le terrain sur BCI (bon de commande interne). Ils sont évalués selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti).

IV - CREANCES

Les créances sont décomposées en trois sous-ensembles :

- Créances sur Contrats Bailleurs
- Créances Fournisseurs
- Créances Sociales (Personnel et caisses sociales)

Ces créances sont enregistrées pour leur valeur nominale.
L'ensemble de ces créances est à moins d'un an.

Sur certaines créances devenues douteuses, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la probabilité de non recouvrement de créances est avérée.

Les créances en devises sont ajustées en fonction des taux moyens de décembre 2007.

V – LIQUIDITES ET EXIGIBILITES IMMEDIATES EN DEVISES

A Paris, le pool bancaire de l'association fournit les moyens financiers complémentaires pour financer les activités des missions avant que les bailleurs institutionnels ne remboursent SOLIDARITES. Ce pool a été l'objet d'un avenant pour faire rentrer la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) à partir de début 2005. Selon ce nouvel accord, l'ouverture de crédit est consentie à SOLIDARITES par les banques comme suivant:
La BNP Paribas accorde un crédit en USD ou en euros à hauteur de la contre-valeur de 675000 €.
Le Crédit Lyonnais accorde une ligne en euros à hauteur de 540 000 € et sur le compte en devise USD à hauteur d'un montant maximum de 135 000 €.
Le Crédit coopératif accorde une ligne euros à hauteur de 400 000 €. La Caisse des Dépôts et Consignations accorde une ligne dollars à hauteur de la contre valeur dollar de 245 000 €.

VI - CHANGEMENT DE METHODE

A compter de l'exercice 2007, les comptes de liquidité en devises étrangères sont ajustés en fonction des taux de change moyens de clôture. Il convient de préciser qu'au 31 décembre 2007, l'ajustement comptabilisé des comptes de liquidité a été de 220 K€ (diminution des liquidités).

Au 31 décembre 2006, cette méthode de comptabilisation aurait entraîné la comptabilisation d'une charge financière complémentaire pour un montant de 150 K€.

A compter de l'exercice 2007, les fonds dédiés résultant de contrats bailleurs en devises sont calculés suivant cette devise et valorisés au taux de change de clôture.

De plus pour permettre une meilleure lecture des pertes et gains de change liés au reporting en devises étrangères, il est convenu de comptabiliser aux comptes 476 et 477 « Différences de conversion actif et passif » la variation des fonds dédiés en devises au 31/12.

Une provision pour risque de change est calculée par compensation entre la différence de conversion Actif calculée sur les soldes des comptes tiers Bailleurs (467100) et la différence de conversion Passif sur fonds dédiés en devises (194100). Cette année, la provision s'élève à 23 099 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à un reclassement en résultat financier des économies réalisées sur les dépenses programmes compte tenu de l'évolution des cours des devises par rapport au cours d'origine des subventions. Ce reclassement s'est traduit par une augmentation des charges programmes de 137 928,98 €, en contrepartie de produits financiers de même montant.

VII – LES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

FONDS DEDIES PAR PAYS	Debut 2007	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	Engagements à réaliser des ressources affectées	Fin 2007
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN	869 034	-784 003	1 045 491	1 130 522
060 - Fonds dédiés BURUNDI	597 934	-594 877	1 375 146	1 378 203
120 - Fonds dédiés RDC EST	1 314 727	-1 040 509	4 916 797	5 191 015
125 - Fonds dédiés RDC SUD EST			1 623 543	1 623 543
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE	2 208 473	-1 312 945	326 902	1 222 430
180 - Fonds dédiés LIBERIA	759 945	-749 568	645 854	656 231
190 - Fonds dédiés SOUDAN	1 718 545	-1 687 200	2 338 397	2 369 742
210 - Fonds dédiés HAITI	209 697	-209 697		
210/230 - Fonds dédiés ASIE	914 400	-914 400	102 800	102 800
250 - Fonds dédiés PAKISTAN	2 539	-2 539		
260 - Fonds dédiés KENYA-SOMALIE			1 179 794	1 179 794
280 - Fonds dédiés THAILANDE			769 442	769 442
290 - Fonds dédiés SUD SOUDAN			535 329	535 329
300 - Fonds dédiés R.C.A.	2 631	-2 631	1 867 865	1 867 865
320 - Fonds dédiés BANGLADESH			183 363	183 363
Autres			323 222	323 222
TOTAL	8 597 925	-7 298 369	17 233 946	18 533 502
Ecart de conversion Passif				- 323 222
TOTAL FONDS DEDIES				18 210 280

VIII - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Un montant de 316 774 euros est inscrit au bilan.

Il comprend des provisions pour litige pour 293 676 euros et une provision sur risque de pertes de change sur les créances et les dettes pour 23 099 euros. La provision comptabilisée correspond à l'écart de conversion actif relatif aux subventions à percevoir sur les missions qui se sont terminées sur l'exercice. En effet, la perte est certaine au 31 décembre 2007 et ne pourra être compensée naturellement par les dépenses terrains.

IX – DETTES

Les dettes sont décomposées en cinq sous-ensembles:

- Dettes fournisseurs et comptes rattachées
- Dettes fiscales et sociales
- Subvention à affecter
- Avances reçues des Bailleurs et comptes Bailleur créditeurs
- Autres dettes

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

Les dettes en devises sont ajustées en fonction des taux moyens de décembre 2007.

X - DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions sont engagées soit:

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la facturation du bien ou de la prestation de service.

Les dépenses pour les missions sont comptabilisées dans la majeure partie des cas à la date de leur paiement. Il se peut toutefois que les missions engagent des dépenses lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation.

XI - PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par SOLIDARITES est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à SOLIDARITES.

XII - EFFECTIFS

Au 31/12/2007, les effectifs s'élèvent à 103 salariés (équivalent temps plein).

XIII - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Le détail des conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

XIV - ENGAGEMENT HORS BILAN

L'Association SOLIDARITES se constitue caution limité envers la SCI DOLPHI à hauteur de 102 000 € au titre de la location des bureaux à Clichy (92 110), 50 rue KLOCK.

Compte tenu d'un turnover important et de la faible ancienneté des salariés, l'Association SOLIDARITES a estimé l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite uniquement pour les salariés ayant le plus d'ancienneté. Cette indemnité a été estimée à 20 K€. Ce montant ne fait pas l'objet de provision au niveau des comptes de l'Association.

Par ailleurs, les Droits Individuels à la Formation font l'objet d'une information individuelle auprès des salariés.

XV - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi des ressources est établi selon les principes dictés par l'article 4 de la loi 91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993. Le compte d'emploi des ressources fait ressortir l'origine des différentes ressources annuelles de l'association et leurs affectations en emplois.

Le compte d'emploi annuel des ressources est présenté en dernière page de la présente annexe.

LES EMPLOIS

Les emplois se décomposent en cinq rubriques :

- les missions sociales
- les frais d'appel à la générosité du public
- les frais d'information et de communication,
- les frais de fonctionnement de l'Association
- les ressources affectées non-utilisées de l'exercice

Missions Sociales

Les « Missions Sociales » regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour chacune des missions humanitaires de SOLIDARITES. Elles sont réparties comme suit :

- Les dépenses programmes
 - Les dépenses opérationnelles fonds propres
 - Les dépenses de soutien aux missions
 - Les contributions volontaires en nature
- **Les dépenses programmes:** Il s'agit de tous les frais relatifs à la réalisation des programmes qui font l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou privé : c'est-à-dire les ressources humaines expatriées et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures. Les dépenses effectuées sont engagées soit par le siège en France soit par les missions elles-mêmes.
 - **Les dépenses opérationnelles fonds propres :** Il s'agit des dépenses opérationnelles complémentaires aux dépenses programmes qui sont financées par la collecte de fonds et qui assurent la continuité des missions ou l'entrée dans un pays en cas d'ouverture. Elles comprennent les ressources humaines expatriées et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures.
 - **Les dépenses de soutien aux missions:** elles comprennent les frais des visites d'assistance technique et de gestion effectuées par le personnel du siège sur le terrain. Elles viennent souvent en complément des autres dépenses opérationnelles et concernent les évaluations pour des interventions dans de nouvelles zones, du suivi opérationnel et du soutien en ouverture et fermeture de mission.
 - **Les contributions en nature :** Afin de montrer le vrai volume des activités opérationnelles, SOLIDARITES valorise les contributions en nature reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires. Elles concernent surtout les dons reçus du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les distributions alimentaires et de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées.

Les Frais d'appel à la générosité du public

Les « Frais d'appel à la générosité du public » regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour collecter les fonds du public. Il s'agit des

- frais relatifs aux actions de marketing direct auprès du grand public : les opérations de fidélisation (donateurs existants) et de prospection (nouveaux donateurs)
- frais de traitement des dons (prestataire informatique, édition et envoi des reçus fiscaux, fournitures et frais d'affranchissement)
- honoraires de l'agence de marketing direct
- salaires et charges et des frais annexes du service de collecte de fonds au siège

Les frais d'information et de communication

Les « frais d'information et de communication » regroupent l'ensemble des frais de supports de communication ainsi que les campagnes institutionnelles. Il s'agit des frais des sites web - www.solidarites.org et www.votregouttedeau.org – la campagne e-pétition, les événements autour de la journée mondiale d'eau, 50% des frais du journal de l'association et les charges associées avec des reportages et le rapport annuel. Les salaires et charges et les frais annexes du service communication font aussi partie intégrale de ces frais.

Les frais de fonctionnement de l'association

Les « frais de fonctionnement de l'association » sont composés de quatre postes distincts :

- les frais du siège
 - les charges financières
 - les provisions pour risques et charges
 - les charges exceptionnelles
- Le poste « frais du siège » comprend l'ensemble des frais des services du siège qui ne se trouvent pas déjà dans les dépenses soutien aux missions ou dans les frais de collecte et de communication. Il s'agit des frais du service mission, du service des ressources humaines expatriés et le service logistique ainsi que les fonctions de direction générale, services généraux, finance, contrôle interne, informatique et accueil et tous les frais de structure (loyers, entretiens, assurances, télécommunications etc.).
 - Le poste « charges financières » comprend l'ensemble des charges financières, des pertes de change non directement imputables aux dépenses programmes et des provisions pour pertes de change latentes. Il s'agit notamment des intérêts bancaires liés aux comptes bancaires du siège ainsi que les pertes de change dues aux flux en devises étrangères et à la valorisation des comptes devises en Euros.
 - Le poste « provisions pour risques et charges » regroupe l'ensemble des dotations pour risques hors risques de change : les risques sur contrat bailleurs et les risques sociaux et divers.
 - Le poste « charges exceptionnelles » regroupe l'ensemble des charges non directement imputables aux dépenses programmes. Il s'agit notamment des pertes résultant des braquages sur les missions.

Les ressources affectées non-utilisées de l'exercice

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires en cours qui sont rapportés aux exercices ultérieurs.

LES RESSOURCES

Les ressources se distinguent en six catégories :

- Les ressources issues de la générosité publique
- Les autres ressources privées
- Les ressources institutionnelles
- Les Contributions volontaires en nature
- Les autres ressources
- La consommation des ressources affectées non-utilisées des exercices antérieurs

Les ressources issues de la générosité publique

Les « ressources issues de la générosité publique » comprennent l'ensemble des dons collectés grâce aux opérations de marketing direct et les dons sous forme de legs. Il s'agit des dons issus de tous les appels de fonds : par envoi papier, par opération téléphonique, par internet et par prélèvement automatique.

Les autres ressources privées

Les « autres ressources privées » regroupent les fonds collectés auprès des entreprises et autres institutionnels privés (Fondations, Croix Rouge Française etc.) ainsi que les cotisations des adhérents de l'association et certaines activités annexes. Les fonds collectés auprès des entreprises et autres institutionnels peuvent être accordés pour financer des actions et des programmes spécifiques.

Les ressources institutionnelles

Les « ressources institutionnelles » comprennent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics et sont détaillées par origine. Les subventions peuvent être perçues selon deux canaux : par le siège en France ou directement par les missions.

Les Contributions en nature

Les « contributions en nature » reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires sont valorisées dans les ressources de l'exercice comme dans les emplois (Missions Sociales). Elles concernent principalement les dons reçus du PAM pour les distributions alimentaires et de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées. Mais il peut aussi s'agir des semences et des outils, de l'équipement et d'autre matériel de première nécessité.

L'activité de bénévolat au sein de SOLIDARITES reste négligeable et n'est pas valorisée ni en 2007 ni en 2006.

Les autres ressources

Les « autres ressources » sont composées de quatre postes distincts :

- Autres produits d'exploitation
 - Produits financiers
 - Reprise de provisions et amortissements
 - Produits exceptionnels
- Le poste « autres produits d'exploitation » regroupe les produits de gestion courante (régularisation, différences etc.), les transferts de charges issus de remboursements, principalement CPAM, et les remboursements liés aux aides à l'emploi. A fin 2007, SOLIDARITES disposait d'un seul contrat d'avenir en cours faisant objet de remboursements en tant que contrat aidé
 - Le poste « produits financiers » comprend les intérêts bancaires sur placements, les gains de change éventuels sur les mouvements en devise et les contrats bailleurs et les reprises de provision concernant les pertes de change latentes.

- Le poste « Reprise de provisions et amortissements » regroupe les reprises de l'ensemble des provisions pour risque hors les risques de change (sur contrat et concernant autres litiges / risques éventuels) ainsi que les reprises éventuelles des amortissements.
- Le poste « produits exceptionnels » comprend les produits des cessions d'équipement durable, des remboursements des assurances en cas d'incident exceptionnel (incendie etc.)

La consommation de ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires des exercices antérieurs qui sont consommés dans l'exercice en cours.

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2. TABLEAUX DETAILLES

IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	97 613	36 192	.	133 805
Immobilisations corporelles	448 615	234 361	91 537	591 439
Immobilisations financières	62 420	122 292	60 025	124 688
TOTAL	608 649	392 846	151 563	849 932

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	75 866	12 807	.	88 673
Immobilisations corporelles	416 065	39 672	91 537	364 200
Immobilisations financières	.	.	.	.
TOTAL	491 931	52 479	91 537	452 872

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

TABLEAU DES PROVISIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Provisions réglementées	.	.	.	.
Provisions pour risques	276 367	119 242	101 933	293 676
Provisions pour risques de change	71 158	23 099	71 158	23 099
Provisions pour charges	.	.	.	.
Provisions pour dépréciation	.	.	.	.
TOTAL	347 525	142 341	173 091	316 775

CREANCES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2007

<i>Créances</i>	<i>Montant brut</i>	<i>Degré de liquidité</i>	
		<i>Échéances à moins d'un an</i>	<i>Échéances à plus d'un an</i>
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :	16 743 850	16 743 850	
Baillleurs - débiteurs divers	16 669 688	16 669 688	
Frais de Personnel / Caisses sociales –			
Créances fiscales et sociales	72 797	72 797	
Fournisseurs débiteurs	1 365	1 365	
Fournisseurs RRR et autres avoirs			
TOTAL	16 743 850	16 743 850	

DETTES

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2007

<i>Dettes</i>	<i>Montant brut</i>	<i>Degré de liquidité</i>	
		<i>Échéances à moins d'un an</i>	<i>Échéances à plus d'un an</i>
Emprunt obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont:	-	-	-
- à deux ans au maximum à l'origine	-	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 419 198	1 419 198	-
Dettes fiscales et sociales	603 290	603 290	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-
Subventions à affecter		-	
Avances reçues des bailleurs - Bailleurs créditeurs	394 532	394 532	
TOTAL	2 417 020	2 417 020	-

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE / FACTURES NON PARVENUES

RECAPITULATIF CCA FNP CP PNP ANP							
	Charges Constatées d'Avance	Factures non Parvenues	CP personnel local + Volontaire	CP Salaries + CH 57% SIEGE	Autres Charges sociales à payer SIEGE	Avoirs Non Parvenu	Produits à Recevoir
Paris-Siège	51 617	127 140		105 345	72 406		
Paris-Siege / Communication	120 328						
Soudan	2 364						
Kenya	33						
TOTAL	174 342	127 140		105 345	72 406		

RESULTAT FINANCIER

		Débit	Crédit
CHARGES FINANCIERES			
66100000	INTERETS BANCAIRES TERRAIN	91	
661600	INTERETS BANCAIRES SIEGE	40 095	
66600000	PERTES DE CHANGE	472 224	
686500	PROVISION POUR RISQUE DE CHANGE	23 099	
	TOTAL	535 508	
PRODUITS FINANCIERS			
76400000	REVENUS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		6 579
76600000	GAINS DE CHANGE		68 970
76610000	GAINS DE CHANGE / RF DEVISES		137 929
76800000	INTERETS BANCAIRES TERRAIN		192
768100000	INTERETS BANCAIRES SIEGE		1 005
768800000	INTERETS BANCAIRES SIEGE		525
78750000	REPRISE SUR PROV. POUR RISQUES DE CHANGE		71 158
	TOTAL		286 358
	RESULTAT FINANCIER	-249 151	

Les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 535 508 euros et les gains de change à 286 358 euros.
Les intérêts bancaires débiteurs représentent la rémunération des avances de trésorerie consentie par notre pool de banque (BNP Paribas, Crédit Lyonnais, BFCC, CDC)

RESULTAT EXCEPTIONNEL

		DEBIT	CREDIT
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
67110000	CHARGES EXCEPTIONNELLES TERRAIN	73 803	
67120000	DIFFERENCES DE CAISSE TERRAIN	1 405	
67200000	CHARGES EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS	1 297	
67880000	CHARGES EXCEPTIONNELLES SIEGE	1 007	
	TOTAL	77 512	
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
77100000	PRODUITS EXCEPTIONNELS TERRAIN		17 169
7718000	CESSION EQUIPEMETS DURABLES BAILLEURS		15 529
77200000	PRODUITS EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS		
77520000	PROD CESS° IMMOBILISATIONS CORPORELLES		673
7788000	PRODUITS EXCEPTIONNELS SIEGE		
	TOTAL		33 370
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	-44 142	

Les produits exceptionnels Terrain sont composés pour l'essentiel du remboursement par les vigiles Burundais d'un vol subit par la mission 10 011 euros et d'une erreur bancaire au Sud Soudan commise par une banque d'un montant de 6206 euros.

Le montant des cessions d'équipements durables s'élève à 15 529 €.

Nos charges exceptionnelles proviennent essentiellement de vols subis sur nos missions 56 389 €. Une facture d'un fournisseur Congolais de Béni en RDC Nord Est vient augmenter ces charges de 17 414 €. Cette facture correspond à une régularisation de coûts des matières premières du chantier AGEF.

Les charges sur exercices antérieurs correspondent à des charges 2004 d'un fournisseur Siège 372 € ainsi qu'une perte sur créances d'un Tiers personnel pour 924 €.

EFFECTIFS

Effectif présent au 31/12/2007 : 96
 Effectif 2007 en équivalent temps plein : 103
 Effectif déclaré sur la DADS 2007: 162

TABLEAU DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES BAILLEURS

TABLEAU DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES BAILLEURS						
	<i>Créances valeur en euros du cpte 46716 au début exercice</i>	<i>% de créances en dépréciation</i>	<i>OD créances irrecouvrables 65410</i>	<i>Dotation aux prov pour dépréciation cpte 68714</i>	<i>Reprise de prov pour dépréciation cpte 78714</i>	<i>Solde du cpte 496716</i>
<i>Bailleurs douteux</i>						
SOUDAN - UNICEF (419)	9 533	100%				9 533
TOTAL	9 533					9 533

COMPTÉ D'EMPLOI DES RESSOURCES



EMPLOIS	2007	%	2006	%
Dépenses des Opérations par pays				
Afghanistan	1 367 395		1 632 034	
Burundi	1 487 403		1 277 158	
RDC Nord Est	11 758 518		6 106 568	
RDC Sud Est	1 680 361			
Cote d'Ivoire	1 385 885		702 431	
Liberia	1 020 992		1 064 942	
Soudan Darfour	8 840 339		8 171 695	
Haiti	233 368		790 967	
Sri Lanka	541 943		957 349	
Indonésie	592 673		2 412 951	
Kenya - Somalie	1 472 052		67 376	
Thaïlande	216 550		3 624	
Sud Soudan	623 884		2 587	
RCA	622 938			
Bangladesh	146 160			
Pays fermés avant 2007:	25 151		1 171 460	
Angola, Liban, Niger, Pakistan				
MISSIONS SOCIALES	32 015 613	85.7%	24 361 143	87.0%
FRAIS D'APPEL A LA GENEROSITE PUBLIQUE	2 276 507	6.1%	1 328 991	4.7%
FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	240 709	0.6%	203 254	0.7%
Frais de siège	2 125 070	5.7%	1 573 460	5.6%
Charges financières	535 417	1.4%	288 158	1.0%
Provisions pour risques et charges	119 242	0.3%	132 308	0.5%
Charges exceptionnelles	51 505	0.1%	108 735	0.4%
FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION	2 831 234	7.5%	2 102 660	7.5%
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	37 364 063	100.0%	27 996 049	100.0%
Ressources affectées non-utilisées de l'exercice (1)	17 233 946		8 197 568	
TOTAL DES EMPLOIS (2)	54 598 009		36 193 616	
Excédent de l'exercice	172 336		402 826	
TOTAL GENERAL	54 770 345		36 596 442	
TOTAL EMPLOIS UTILISES (2) - (1)	37 364 063	68.4%	27 996 049	77.4%

RESSOURCES	2007	%	2006	%
Dons des particuliers	3 860 377		2 707 605	
Legs et donations	25 506			
Autres concours				
RESSOURCES ISSUES DE LA GENEROSITE PUBLIQUE	3 885 883	7.1%	2 707 605	7.4%
Financement d'entreprises et autres organismes privés	251 084		923 768	
Cotisations adhérents	2 073		1 083	
Activités annexes	2 624		3 278	
AUTRES RESSOURCES PRIVEES	255 782	0.5%	928 128	2.5%
Financements France	2 907 141		979 863	
Financements Union Européenne	14 868 529		12 033 828	
Financements ONU	7 859 003		3 559 272	
Financements Coopérations Nationales	7 908 663		4 054 980	
Financements Autres	0		191 696	
RESSOURCES INSTITUTIONNELLES	33 533 335	61.2%	20 819 639	56.9%
Dons en nature PAM	2 713 437		3 399 221	
Autres dons en nature	6 639 500		2 191 058	
Bénévolat				
CONTRIBUTIONS EN NATURE	9 352 936	17.1%	5 590 279	15.3%
Autres produits exploitation	21 060		21 716	
Produits financiers	286 357		171 921	
Reprise de Provisions et Amortissements	103 253		88 821	
Produits exceptionnels	33 370		48 010	
AUTRES RESSOURCES	444 041	0.8%	330 469	0.9%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE (3)	47 471 976	86.7%	30 376 119	83.0%
Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs (4)	7 298 369	13.3%	6 220 323	17.0%
TOTAL DES RESSOURCES	54 770 345	100.0%	36 596 442	100.0%
Déficit de l'exercice				
TOTAL GENERAL	54 770 345		36 596 442	
TOTAL DES RESSOURCES UTILISEES (3) + (4) - (1)	37 536 399	68.5%	28 398 874	77.6%